

DISCUSSION

Publiée par le Comité Central du Parti Communiste du Canada.

Septembre 1937

UN EVENEMENT HISTORIQUE — la Convention du Parti Communiste

Un Appel de Tim Buck

Camarades, Membres du Parti communiste !

La 8e Convention nationale du Parti communiste du Canada commencera ses séances le 8 octobre, à Toronto.

L'attention de tous, amis et ennemis, sera concentrée sur nos débats.

Nous voulons faire de notre Convention un grand événement dans l'histoire politique du Canada.

Nous voulons que les décisions prises par la Convention correspondent de près aux besoins que soulève la situation présente au Canada. Nous voulons que la Convention donne une impulsion puissante à l'unité des rangs de la classe ouvrière canadienne et à la formation d'un vaste Front du Progrès qui réunira le Travail, les Cultivateurs et les Classes moyennes.

Nous voulons que le peuple canadien soit renseigné sur nos délibérations afin que celles-ci contribuent par la suite à porter des coups décisifs contre la Réaction.

L'année dernière nous avons remis la date de notre Convention afin de permettre à notre Parti de se consacrer tout entier à l'organisation de l'aide au peuple espagnol en lutte. Nous avons raison d'être fiers de l'aide apportée par notre Parti à la cause de la Démocratie espagnole. L'unité canadienne de transfusion de sang, les collectes en argent et en provisions, les nombreuses assemblées publiques, et la littérature qu'on a publiée — et les volontaires canadiens qui ont formé le Bataillon Mackenzie-Papineau — sont tous des moyens de hâter la victoire sur Franco. Nous avons fait un peu; nous pouvons, nous devons faire plus !

Nous voulons que notre convention nous aide à faire jouer par notre pays à l'échelle mondiale le rôle qui lui incombe dans la défense de la Démocratie, de façon à ce que soit rendue impossible la guerre d'agression que préparent Hitler, Mussolini et les militaristes japonais, et pour vaincre définitivement, chez nous et ailleurs, le fléau du Fascisme.

Nous voulons que notre Convention examine d'un oeil critique le travail de notre Parti, afin de le renforcer et de l'améliorer dans tous les domaines. Le succès de la Convention dans la réalisation de ces tâches dépend dans une grande mesure du travail préparatoire. Notre Convention ne durera que pendant quatre jours; afin d'en tirer le plus de profit possible, le Comité Central a décidé que la discussion soit ouverte dans les groupes et comités du Parti. Les assemblées de groupes et les assemblées générales doivent résumer les expériences qui pourront être utiles au Parti à sa Convention, et les transmettre sous la forme de résolutions. La publication de ce numéro de "Discussion" doit aider à stimuler ces débats à l'intérieur du Parti, d'ici à la Convention. A cette discussion devront participer et les membres et les dirigeants du Parti; sous ce rapport, il est opportun de rappeler les paroles de sagesse du Camarade Staline:

"Nous, dirigeants, voyons les choses, les gens, les événements, d'un côté seulement; d'en haut, dirais-je. Notre champ de vision est par conséquent plus ou moins limité.

(Suite à la page 6)

Le Parti dans Québec se met à l'oeuvre

Par E. DUBÉ

Nous envisageons actuellement plusieurs problèmes difficiles dont la solution ne pourra être obtenue qu'en ayant un Parti Communiste plus fort, plus discipliné et mieux organisé.

L'histoire des luttes ouvrières des dernières années dans la province nous démontre le rôle décisif que notre Parti est appelé à jouer.

Avec le problème de la généralisation syndicale qui existe aujourd'hui dans notre province, il est de

la première importance que notre Parti devienne un fort mouvement de masse, avec des centaines de ses membres travaillant activement dans les unions pour aider et diriger les ouvriers dans leur lutte contre les trusts et les magnats de l'industrie.

Au cours de la dernière année, les Communistes de Québec ont prouvé non seulement qu'ils pouvaient organiser les unions, mais par leur travail ils se sont classés parmi les meilleurs de plus actifs et les plus constructifs, travaillant avec efficacité dans les unions Internationales et à l'intérieur de Conseil des Métiers et du Travail.

Dès le commencement du mouvement d'organisation des Sans-travail, notre Parti, quoique peu nombreux, contribua fortement à la création de cette organisation et lui fournit un grand nombre de dirigeants des plus dévoués et des plus militants.

Recrutement.

Le problème qui réclame en ce moment la plus sérieuse attention de notre Parti tout entier est celui du recrutement. Ce problème demande de chaque membre un travail conscientieux et systématique de tous les jours. Jusqu'à maintenant très peu de nos membres ont donné à cette question l'attention nécessaire; c'est pourquoi nous n'avons pas encore réussi à entraîner en grands nombres dans notre Parti les ouvriers qui travaillent dans l'Industrie, plus de canadiens-français et anglo-saxons, éléments qui devraient constituer une plus forte majorité de notre Parti.

Jusqu'à maintenant, le travail de concentration sur l'usine a été négligé par les groupes, ceci est une de nos grandes faiblesses et plus que jamais, avec la lutte grandissante des ouvriers de l'industrie, notre tâche est d'avoir dans chacun de nos groupes, un travail de concentration d'une sérieuse organisation.

Education.

En ce qui concerne l'éducation dans notre Parti, il y a eu une amélioration

(Suite à la page 8)

La Lutte contre Duplessis

— Par E. ROGER —

Parmi les problèmes qui seront discutés à la Convention de notre Parti est celui de la situation actuelle dans la Province de Québec.

Les communistes québécois apporteront aux délibérations de Toronto de précieuses expériences — expériences qui pourront contribuer à l'éclaircissement de différents problèmes d'une envergure nationale.

Tout d'abord, il y a l'expérience du régime "Union nationale" de Duplessis; ensuite, il y a la question de notre politique telle que nous l'appliquons à la situation qui nous confronte depuis l'avènement au pouvoir des Torics.

(Suite à la page 8)

POUR L'ENTRAÎNEMENT de FORCES DIRIGEANTES

Par Sam CARR

Les gens sont attirés vers un mouvement non seulement par son programme, mais aussi et souvent plus que par autre chose, par les personnes qui dirigent ce mouvement.

Regards l'organisation des partis bourgeois. Ils ne sont pas aussi étroitement organisés, aussi disciplinés et dévoués que notre Parti. Néanmoins, dans chaque quartier, dans chaque subdivision politique, dans chaque province et dans chaque ville, les partis bourgeois ont réussi à établir leurs cadres dirigeants, et à gagner la loyauté de milliers d'individus qui représentent ces partis. Des milliers de Canadiens qui n'ont peut-être aucune idée nette en ce qui concerne le programme de tel ou tel parti bourgeois, savent que tel ou tel homme est le chef libéral ou Conservateur de la ville ou du quartier.

Nous devons acquérir la plus grande popularité pour notre personnel dirigeant, des quartiers jusqu'au Centre. Une telle popularité, une telle position dans la localité nous rendra plus aptes à porter notre programme chez les plus larges masses Canadiennes.

Des Tribuns du peuple.

Sur ce point, nous avons jusqu'à maintenant accompli relativement peu. Les meilleurs résultats ont été montrés par les camarades élus comme échevins ou députés. Un exemple frappant de la façon de laquelle un dirigeant du Parti peut devenir un tribun du peuple aimé et populaire parmi des couches de la population qui sont encore loin d'adopter notre programme en entier, est celui de Stewart Smith, échevin communiste à Toronto, au Manitoba, aussi de l'ouverture de la législature, notre camarade Litterick, élu l'année dernière, s'est fait connaître comme un homme aux idées constructives, relevant par là le prestige de notre Parti.

Heureusement, nos gens commencent aujourd'hui à se débarrasser de l'espectre de fausse modestie d'après laquelle "présenter la face du Parti" voulait dire s'effacer soi-même. Notre Parti n'est pas une "machine" impersonnelle; pourtant l'attitude de certains camarades sur la question du rôle de l'individu a souvent créé une impression erronée. Des gens ont cru qu'il n'y avait pas de place dans nos rangs pour une ambition saine, une ambition qui veut qu'on s'a-

Nos dirigeants dans les Localités doivent devenir des Hommes publics connus et respectés

avance toujours plus comme un représentant des intérêts du peuple. Ces gens ont envisagé notre mouvement de la même façon que le fait la presse capitaliste, c'est-à-dire comme une machine impersonnelle "dirigée de Moscou". Nous avons commencé à surmonter cette faiblesse, mais jusqu'ici les gens qui sont devenus connus et populaires ont été surtout ceux que nous avons fait élire à des postes

publics.

Il faut bien comprendre qu'à part ces camarades - là, nos organisateurs de quartiers et ceux qui ont un travail responsable parmi la masse doivent se faire connaître beaucoup plus.

Des efforts dans ce sens, qui sont de première nécessité, contribueront également à des victoires électorales futures. La lutte pour un front du peuple au Canada se

décidera dans une grande mesure selon la rapidité avec laquelle nous ferons de notre Parti une force reconnue par la communauté. À la question, est-il possible pour des gens du Parti qui n'occupent pas de poste de devenir des dirigeants populaires aimés et respectés, nous devons répondre définitivement: OUI.

Nous avons bien des exemples qui prouvent qu'à force d'améliorer les conditions des travailleurs, nos camarades peuvent devenir des défenseurs attirés des intérêts du peuple.

Chacun de nos dirigeants doit jouir de la confiance et du support d'une certaine section de la masse, que ce soit dans un quartier, dans une organisation de chômeurs, dans un syndicat ou dans une usine. L'importance et l'autorité d'un dirigeant communiste ne doivent pas dépendre uniquement du poste qu'il occupe dans le mouvement, mais plutôt de la confiance placée en lui par de larges couches de travailleurs.

Les Comités de Section.

En développant les cadres du Parti il nous faudra apporter une attention particulière au développement des forces dirigeantes de la section. C'est là où réside notre plus grande faiblesse. Très peu d'organisateur de quartier sont des hommes publics. En majorité ils travaillent à l'intérieur du Parti, dépensant tout leur temps à s'occuper de petits problèmes organisationnels, de sorte qu'il ne leur reste aucun temps pour étudier les problèmes généraux du Parti ou de la masse. Lorsqu'il s'agit de faire sortir nos organisateurs de l'obscurité où ils se cachent, on rencontre des fois une opposition bien définie. Les camarades refusent de paraître ou de parler en public sous prétexte que les problèmes provinciaux ou nationaux doivent être traités seulement par les dirigeants connus du Parti. ("Il faut que Dubé ou Fred ou Roger viennent...").

Les dirigeants provinciaux doivent aider les camarades dans les quartiers à se préparer à des discours ou des déclarations publiques. Pour y arriver, il faudra prendre des mesures afin que les problèmes de détail qui submergent actuellement nos organisateurs soient réglés par une bonne division du travail dans les différents Comités.

Afin de populariser nos dirige-

NOTRE POLITIQUE de CADRES COMMUNISTES

Par G. DIMITROV

La question de la juste politique des cadres est pour nos partis, de même que pour les Jeunesses communistes et toutes les organisations de masse, pour l'ensemble du mouvement ouvrier révolutionnaire, le problème le plus actuel.

En quoi consiste la juste politique des cadres?

Premièrement, il est nécessaire de connaître les hommes.

En règle générale, on ne procède pas dans les partis à l'étude systématique des cadres. Et l'expérience des Partis a montré que, dès qu'on a commencé à étudier les hommes, on s'est mis à découvrir des militants qu'on n'avait pas remarqué auparavant; et, d'autre part, les Partis ont commencé à s'épurar des éléments étrangers nuisibles aux points de vue idéologique et politique.

Deuxièmement, il est nécessaire de procéder à l'avancement des cadres de façon judicieuse. Cet avancement ne doit pas être le fait du hasard, mais il faut en faire une des fonctions normales du Parti. Les choses vont mal lorsque l'avancement se fait exclusivement pour des considérations purement inférieures au Parti, sans se rendre compte si le communiste promu est lié avec les masses. L'avancement doit s'opérer en tenant compte des cadres dont on dispose et de leur aptitude à telle ou telle fonction dans le Parti, ainsi que de la popularité dont jouissent dans les masses les cadres promus. Nous avons dans nos Partis des exemples d'avancement qui ont donné d'excellents résultats.

Cependant, dans la plupart des cas, la promotion se fait de façon inorganisée et accidentelle et, par conséquent, pas toujours judicieuse. Il arrive qu'on confie des postes dirigeants à des raisonnements, des phrases, des bavardages qui nuisent directement à la cause.

Troisièmement, il est nécessaire d'utiliser judicieusement les cadres. Il

faut savoir trouver et utiliser convenablement les qualités précieuses de chaque militant. Il n'est point d'hommes parfaits; il faut les prendre tels qu'ils sont, corriger leurs faiblesses et leurs défauts. Nous connaissons dans nos Partis des exemples criants d'utilisation erronée de bons, d'honnêtes communistes qui pourraient être d'une grande utilité, s'ils étaient chargés d'un travail qui leur conviendrait mieux.

Quatrièmement, il est nécessaire de répartir judicieusement les cadres. Il faut, avant tout, qu'aux échelons essentiels du mouvement soient placés des hommes fermes, liés aux masses, sortis de leur sein, pleins d'initiative et sûrs; il faut que dans les plus grands centres il y ait un nombre suffisant de militants. Dans les pays capitalistes, le déplacement des cadres d'un point à l'autre, n'est pas chose facile. Ici, cette tâche se heurte à toute sorte d'obstacles et de difficultés, entre autres, aux questions d'ordre matériel, familial, etc., difficultés dont il importe de tenir compte et qu'il faut savoir surmonter, ce que chez nous, habituellement, ne se fait pas du tout.

Cinquièmement, il est nécessaire de prêter aux cadres une aide systématique. Cette aide doit consister dans des instructions minutieuses, dans un contrôle fraternel, dans la correction des imperfections et des fautes, dans une direction quotidienne concrète des cadres.

Sixièmement, il est nécessaire de veiller à la conservation des cadres. Il faut savoir, en temps opportun, ramener les cadres à l'arrière, les remplacer par de nouveaux cadres si les circonstances l'exigent. Nous devons exiger, surtout dans les partis illégaux, la plus grande responsabilité de la direction pour la conservation des cadres.

Seule une juste politique des cadres permettra à nos Partis de déployer et d'utiliser au maximum les forces des

(Suite à la page 7)

(Suite à la page 6)

LES SYNDICATS CATHOLIQUES ET L'UNITE OUVRIERE

L'Expérience des Grèves récentes indique à la Classe ouvrière le Chemin à suivre pour l'Avenir

Par Fred ROSE

Le mouvement ouvrier et le syndical de la Province de Québec se trouve affaibli par la division survenue à la suite de la formation des syndicats catholiques. On a assisté depuis le commencement de ce siècle à des tentatives répétées ayant pour but d'isoler les travailleurs canadiens-français de ceux du reste du Canada. En 1900 Mgr. Bégin exigea que les ouvriers de la chaussure rompent avec l'Union internationale et qu'ils prennent une constitution ayant pour base les principes de l'encyclique Rerum Novarum.

Au début, les organisateurs des premiers groupes dans les syndicats catholiques ont eu l'air de s'intéresser moins à la question de la justice pour les travailleurs (que mentionne l'encyclique) qu'à celle des meurs des membres individuels. Plus tard, lorsque les syndicats furent réunis en Confédération des Travailleurs catholiques (Convention à Hull, 1921), on adopta une constitution ayant plus de ressemblance avec celle des unions régulières; avec cette différence, que l'adhésion des syndicats avait le droit d'accomplir la mise en exécution de l'importe quelle mesure adoptée par un comité ou par les membres, jusqu'à ce que les autorités religieuses l'auraient approuvée.

Quelques années plus tard, sous la pression des membres, on a décidé de former un fonds de grève, bien que les dirigeants aient toujours regardé cette forme de lutte d'un assez mauvais œil. (La Convention de 1919 avait déclaré que les grèves de sympathie étaient "immorales et préjudiciables à l'ordre social"). Etant donné cette attitude envers la grève, il n'y a pas lieu de s'étonner de ce que bien des grèves aient échoué. La grande grève des travailleurs de la chaussure (1925-6) fut perdue à cause du manque d'un fonds de grève. D'autres grèves échouèrent faute de piquetage, ou d'écoulement autant que possible. Une tout autre attitude a été démontrée dernièrement par les membres des syndicats eux-mêmes, lors de la grande grève dans le textile.

Ces jours-ci, un nouveau souffle, un esprit d'agressivité traversent les rangs des travailleurs catholiques. Dans la grève du textile on a eu un exemple éloquent de la puissance de la vague de fond qui est allée jusqu'à pousser les dirigeants à une grève générale. A Sorel, les membres du Syndicat sont sortis en grève trois fois de suite, et continuent leur lutte malgré l'arrestation de leurs chefs. Les ouvriers du textile, arrivés au travail en attendant la décision du comité d'arbitrage, parlent de faire grève à n'importe quel moment, sans en avoir l'intention.

Un tel esprit militant chez les travailleurs catholiques peut devenir une force puissante pour unifier les

gangs du mouvement syndical, pour organiser les inorganisés et relever le niveau des salaires dans Québec. Le nouveau type de membre des syndicats, qui lui-même a fait face au front uni des patrons et des autorités, à Sorel, à Saint-Groire, à Drummondville, à Montréal, ne saurait tolérer des chefs qui font une œuvre de division ou qui essaient de briser des unions internationales. Il y a assez d'inorganisés dans les différentes industries, pour ne pas qu'on soit obligé de semer la division parmi ceux qui sont organisés.

En ce qui concerne l'organisation des inorganisés dans Québec, nous du Parti communiste préférons que ce travail soit fait par les unions internationales; et nous concentrons nos forces sur l'édification d'unions du CIO et du AF of L, unies au sein des Conseils de Métiers et du Travail. Dans de telles unions les ouvriers jouissent d'une plus large démocratie, d'une meilleure direction, et d'un plus grand appui financier en cas de grève. Là où les dirigeants des Syndicats suppriment la démocratie intérieure, et préchent le Corporatisme, les unions internationales sont pour la démocratie. En plus, dans les unions internationales les ouvriers canadiens-français se rapprochent de leurs frères et sœurs, travailleurs du reste du Canada et des Etats-Unis. L'expérience démontre, d'ailleurs, la

préférence que sentent les travailleurs catholiques; il a été impossible de persuader les milliers d'ouvriers de la robe d'abandonner l'internationalisme; on n'a pu détourner les délégués de l'Union internationale pour les amener à la remorque du Syndicat; les travailleurs de la pulpe à Trois Rivières sont sortis en grève pour défendre leur droit d'appartenir à l'internationalisme. Le nationalisme étroit et petit-bourgeois compte pour moins chez les membres de la classe laborieuse.

Le tisserand canadien-français travaille peut-être dans les manufactures de la Nouvelle-Angleterre. Le débardeur canadien-français comprend facilement que ses intérêts sont liés à ceux des gens du bord de l'eau à New York, Baltimore ou Boston... Les ouvriers de l'industrie de l'aimante à Shawinigan ou Arvida savent que leurs patrons exploitent en même temps des travailleurs aux Etats-Unis. Les hommes de l'acier à Montréal peuvent oublier difficilement que les travailleurs de Sydney, Toronto et Hamilton ont les mêmes patrons et les mêmes griefs qu'eux, et que par conséquent ils ont intérêt à appartenir à la même organisation.

Ce serait une erreur de s'imaginer qu'il n'existe pas de base pour la croissance des syndicats catholiques. Dans les petites villes industrielles, les syndicats auront d'ici longtemps une influence prédominante. Nous devons par conséquent rapprocher les syndicats d'une façon positive. Les dirigeants des syndicats se sont montrés prêts à coopérer davantage que par le passé,

avec les unions internationales, lors de la grève du textile. Une telle collaboration doit être encouragée par l'élément progressiste dans les syndicats et dans l'internationalisme. On peut en venir à une entente pour éviter la friction dans le domaine de l'organisation. La haine ressentie par les chefs internationalistes pour les syndicats est en voie de diminuer. Avec plus de millions dans les rangs des syndicats, il est possible d'amener l'unité d'action des deux grands centres syndicaux dans la lutte pour de meilleurs salaires, pour l'abolition de l'effraie accélérée du travail, pour un plus haut niveau de culture pour les travailleurs.

Une telle action, une, pour de tels buts, est pleinement justifiable pour des Catholiques, et personne n'a le droit de s'y opposer. Dans l'encyclique Singulari Quadam, Pie X a déclaré: "Nous ne nions pas qu'il soit permis aux catholiques de travailler dans l'intérêt commun avec des non-catholiques, en vue d'améliorer le sort de l'ouvrier, d'arriver à une organisation plus équitable des salaires et du travail, ou pour tout autre but utile et honnête."

**PAR L'UNITE DE TOUS
CONTRE les TRUSTS —
EGALITE ECONOMIQUE
CULTURELLE ET POLITIQUE
POUR QUEBEC !**

Ce qui reste de la mauvaise Ecole

Par Emery Samuel.

Lénine a déjà écrit quelque part que l'apparition de mots-d'ordre abstraits, et de méthodes de lutte nébuleuses avait, pour la classe ouvrière, été du fait, qu'à différentes étapes de la lutte, certains groupes de la bourgeoisie essayaient de s'accrocher à la classe ouvrière.

Côté à côté avec le développement des idées ouvrières avancées dans Québec, se sont développées pendant un certain temps, des idées de la petite bourgeoisie radicale (Technocratie, assaillie d'anarchisme etc...). L'influence de cette école s'est fait sentir principalement chez les sympathisants de notre Parti, qui à ce moment-là étaient pas en contact avec le Parti, bien chez eux dont les relations avec le Parti étaient plutôt vagues.

Aujourd'hui nous voyons que la confusion répandue par cette école est en train de disparaître. Elle disparaît parce que le Parti grandit, se fait connaître de plus en plus par les larges masses, et surtout parce que notre Parti n'a jamais cessé de souligner les dangers que ce genre d'éducation faisait courir à la classe ouvrière et progressivement dans notre province. (La banquette organisationnelle de ces sociolo-

gues astronomes contribua aussi dans une grande mesure à diminuer l'influence idéologique de leur école).

Doit-on tirer ici la conclusion qu'il s'agit d'une disparition complète de la confusion? Non, au contraire, il en reste encore, et si nous en parlons ici, c'est parce qu'il est nécessaire d'indiquer que ce qui reste est en train de se fusionner avec la section la plus réactionnaire de la bourgeoisie, le fascisme.

Voyons comment cela se passe: Premièrement, notons bien que ce qui reste de ces éléments, persiste à garder l'idée fausse que l'anti-cléricisme fait partie d'un programme de lutte politique, voire même le "seul programme de lutte possible". Il est facile de comprendre, qu'en partant d'une définition aussi bête, les luttes sociales et économiques auraient comme résultat d'aboutir à fraterniser avec le régime le plus anti-religieux au monde, c'est-à-dire le fascisme allemand, qui en même temps est la section la plus barbare et la plus réactionnaire de l'impérialisme.

Nous assistons au spectacle de voir ces messieurs applaudir, ou pour le moins approuver, les persécutions des catholiques allemands qui à ce moment luttent courageusement pour leur liberté, contre ce qui y a de plus bru-

tal et de plus charivari sur la terre; la forme allemande du fascisme.

Nous nous faisons ici un devoir, d'avertir ces messieurs qu'une telle confusion d'idées ne fera pas que les destructions eux-mêmes mais qu'en même temps ils retardent l'émancipation de la Classe ouvrière et facilitent les efforts de la réaction et le jeu du fascisme.

Comme le dit si bien Tchekisky, ce n'est pas un accident que les trotskistes jouent le rôle de l'avant-garde des forces fascistes, anti-soviétiques. La descente du trotskisme dans les souterrains anti-soviétiques, sa conversion en idéologie fasciste n'est qu'un point culminant de son développement historique. Et, ce qui le pousse encore, dont nous parlons, a envie de voyager dans la direction de ceux qui nous venons de mentionner, c'est évident. Mais de toute façon, les messieurs catholiques entreprises par nos camarades de la langue anglaise au Canada, y a-t-il cette question, afin de clarifier les masses, devront être prises très sérieusement par nos camarades canadiens-français afin de ralentir l'effort contre-révolutionnaire des éléments qui n'ont comme philosophie, programme et activité, que l'enseignement méprisé de la classe ouvrière.

VERS UN PROGRAMME

La tâche la plus urgente et la plus immédiate qui confronte notre Parti, le problème le plus pressant devant le peuple canadien est celui d'augmenter le pouvoir d'achat de la masse. Augmentation du pouvoir d'achat-cela comprend le relèvement du salaire de l'ouvrier et du revenu des professionnels et employés de bureaux, et l'établissement d'un prix équitable pour les produits de la ferme.

Un progrès dans ce sens est indispensable si l'on veut atteindre une amélioration tant soit peu importante de la condition économique de la collectivité.

De nos jours la période de vaste expansion capitaliste est terminée. La structure capitaliste, devenue rigide se développe surtout dans la direction d'une concentration toujours plus grande du contrôle et de la richesse. Le problème du pouvoir d'achat devient ainsi avant tout un problème qui dépend des rapports internes entre les classes de la société. Les profits accumulés de la cinquantaine de multi-millionnaires deviennent l'obstacle principal au bien-être de la masse.

Bien entendu, la production de matériel de guerre et de réarmement peut augmenter temporairement le revenu national. Il y a là pourtant deux désavantages: cette augmentation de la production servirait à renflouer les profits immédiats des gros intérêts exploités aux dépens du peuple; et deuxièmement, la question de la politique étrangère canadienne serait réglée définitivement en fa-

veur d'une participation inévitable du Canada à la guerre monstrueuse qui se prépare actuellement.

L'autre solution, celle d'augmenter le pouvoir d'achat par l'augmentation des salaires aurait pour effet de profiter à la masse du peuple tout entier, avec la seule exception d'une poignée de financiers multi-millionnaires.

Pouvoir d'achat pour le Peuple ou Profits pour la Minorité

Les intérêts financiers dominants s'opposent avec la plus grande hostilité aux intérêts du peuple quand il s'agit de régler ce problème. Les tirades hystériques contre le C. I. O., prononcées d'une façon démagogique par M. Hepburn (qui déclare que de plus hauts salaires ruinerait le commerce extérieur du pays) et les attaques violentes de Duplessis contre les Unions Internationales, d'abord, et ensuite contre le Syndicat Catholique du Textile, sont tout simplement la continuation de la politique réactionnaire du capital financier tel qu'énoncée si souvent par R. B. Bennett dans la phrase brutale: "Nous devons écraser les agitateurs sous un talon de fer". Les efforts inlassables qu'on fait pour mettre en oeuvre cette politique ont amené la crise au sein des vieux partis; c'est une expression du fait que les intérêts financiers se rendent compte de ce que l'alternative entre un plus grand pouvoir d'achat pour la masse et de plus gros profits pour la minorité est devenue la question décisive de la

politique canadienne.

La lutte des forces populaires contre les forces parasitaires autour de cette question domine la scène politique à travers le Canada. Notre Convention Nationale doit émettre une déclaration nette qui donne la base d'un programme de revendication autour desquelles pourra se rallier la grande masse du peuple. C'est ainsi seulement qu'on pourra sauver le pays de l'emprise étouffante des Holt Bennett, Beatty et consorts, qui sont en train de comploter ensemble afin de concentrer les forces réactionnaires et de mettre au pouvoir un gouvernement national qui briserait toute opposition à leur politique anti-populaire. Cette politique consisterait à unifier les chemins de fer dans l'intérêt des trusts du C. P. R., à river le Canada à la politique impérialiste britannique avec ses préparatifs de guerre, et à détruire l'essor du mouvement d'organisation pour de meilleurs salaires, en supprimant les libertés civiles et démocratiques.

Il ne suffit pas de démasquer les

complots réactionnaires de cette clique puissante, si on veut les mettre en échec. On y arrivera seulement à force de combattre pour chaque pouce de terrain, pour défendre les intérêts du peuple contre les tentatives cyniques par lesquelles ces vieillards rapaces et égoïstes veulent supprimer les chances de tout progrès vers le honneur du peuple canadien.

Défense de la Liberté syndicale, Question de Vie ou de Mort

La question centrale dans toute cette lutte est celle de la liberté syndicale, du droit de s'organiser en unions ouvrières. La croissance impressionnante des effectifs des unions constitue la réponse du peuple travailler aux tentatives brutales que fait le Capital afin de maintenir les salaires à un niveau de famine — malgré le fait que les prix montent, que les profits dépassent les niveaux-reCORDS de 1929. Mais cette vague montante d'organisation ouvrirait l'inquiétude dans les rangs des réactionnaires. Pour la contrecarrer, ceux-ci sont en train de hâter la réorganisation de leurs forces en vue d'une future concentration anti-populaire. L'importance de la question des libertés syndicales dans cette situation pose devant chaque membre du Parti des responsabilités et des tâches décisives.

Nous n'avons pas fait tout ce qu'il était possible de faire pour déployer la campagne d'organisation syndicale. Dans bien des localités l'initiative nécessaire a fait défaut. Nous ne sommes pas arrivés à unifier les efforts des travailleurs des Syndicats catholiques et ceux des membres des Unions internationales; bien que le développement du mouvement gréviste dans Québec démontre la justesse de notre analyse. En général, nous pouvons dire que nous n'avons pas réussi à expliquer devant la masse de la population l'énorme importance que revêt la liberté syndicale en liaison avec la réalisation d'un plus grand pouvoir d'achat pour le peuple.

Sous ce rapport le domaine de la législation acquiert une importance particulière. C'est là que s'affrontent les buts contraires des forces en jeu. D'un côté nous avons les projets de lois qui garantissent la liberté d'organisation, le droit au contrat collectif, le libre choix de l'union qui représentera les ouvriers. Cette revendication

Projet de Programme

1. LES SALAIRES AVANT LES DIVIDENDES !

— Salaires convenables, semaine de 40 heures; 5 jours; mesures spéciales dans l'intérêt de la femme dans l'industrie; vacances annuelles payées.

2. SECURITE SOCIALE POUR TOUS

— Assurances sociales pour sans-travail, vieillards, malades; relèvement du niveau du secours direct; programme d'abolition de taudis, construction de logements ouvriers salubres.

3. LA TERRE ET SES FRUITS A CEUX QUI LA TRAVAILLENT !

— Garantir aux cultivateurs la possession de leurs terres et leurs foyers; moratorium en attendant réduction des dettes; secours spéciaux aux régions atteintes de sécheresse; réglementation des prix agricoles pour garantir un niveau de vie convenable au cultivateur.

4. UNE POLITIQUE FISCALE EQUITABLE EN FAISANT PAYER LES RICHES

— Taxe progressive sur les corporations et revenus de plus de \$ 5,000, afin de financer les projets sociaux indispensables; nationalisation des banques, chemins de fer et de la production et distribution de la puissance électrique.

POUR le CANADA

Par Tim BUCK

(Bill 62 au fédéral) reflète les besoins des travailleurs dans le domaine de l'organisation. D'un autre côté, nous avons la législation réactionnaire, les menaces de Hepburn qui voudrait faire incorporer les unions, lors duplessistes du "Saïra raisonnable" etc.

Nous ne devons point sous-estimer l'importance de cette lutte législative. C'est autour de ces lois et ces propositions que se mobilisera l'opinion publique. Sera-t-elle mobilisée en faveur de mesures réactionnaires ou progressives, cela dépend avant tout du travail systé-

matique de nos gens et de tous les éléments progressistes.

Un Programme populaire.

L'élaboration d'un programme populaire qui nous donnera un terrain d'action commun avec les masses devra se faire autant dans les Districts qu'à la Convention nationale. Les développements politiques futurs seront profondément influencés à mesure que nous ferons entrer notre programme dans la vie même des masses, où il peut devenir un centre de ralliement. Il faut que ce programme ait un caractère pratique et réaliste.

que le mouvement ouvrier et progressiste obtienne la collaboration de tous les éléments libéraux honnêtes dans la lutte pour augmenter le pouvoir d'achat de la masse, pour mettre en échec la Réaction, pour conjurer le danger de Guerre. Notre Convention nationale

devra jouer un rôle important en renforçant cette tendance. Le travail des organisations provinciales et locales du Parti doit être tel, que la réalisation de l'Unité populaire en sera le résultat, dans le plus bref délai possible !

Collaboration essentielle avec les Masses populaires en Marche

Des milliers de gens sont en train de décider si ou non ils doivent changer de parti politique. Les deux vieux partis se trouvent dans un état de flux. Le Parti conservateur sous la direction de Bennett cherche à élaborer une propagande démagogique tout en visant la formation d'une concentration des forces réactionnaires. Hepburn, ancien libéral "radical" tend le rameau d'olivier à Duplessis avec l'idée de hater l'avènement d'une alliance Ontario - Québec comme point de départ pour un régime Tory à l'échelle fédérale ; tandis que le Parti libéral lui-même donne des signes sérieux de divisions intestines.

Nous assistons à un déplacement des forces politiques, où les partis et leurs membres sont également en voie de transformation. Ce déplacement se fait de plus en plus dans le sens des intérêts de classe des différents groupements. Si nous voulons pouvoir barrer le chemin au Fascisme, nous devons étudier avec le plus grand soin ce processus qui s'opère, et prendre les mesures qui faciliteront le passage au côté des forces du Progrès des milliers de libéraux honnêtes et de bien des conservateurs aussi, qu'on a réussi jusqu'ici à tromper.

Les intérêts des travailleurs, des fermiers, des gens des classes moyennes et de la jeunesse exigent

LA FORMATION DE NOS ORATEURS POLITIQUES

par Marcel CACHIN

I. — Nécessité de la formation des cadres

1. — L'afflux énorme de nouveaux adhérents dans le Parti pose avec acuité le problème de la formation des cadres.
2. — Il nous faut deux sortes de cadres :

- a) des propagandistes,
- b) des administrateurs,

ne pas placer les uns avant les autres ; un bon organisateur, un bon administrateur, un bon trésorier, un bon secrétaire de cellule valent autant pour le Parti qu'un bon propagandiste.

II. — Mais il s'agit ici de la possibilité de former des orateurs, des propagandistes.

Il ne s'agit pas pour nous de faire, des Mirabeau, des Bossuet, des Jaurès, mais des militants ouvriers capables d'instruire leurs camarades.

- 1) Malgré la multiplication actuelle des moyens de propagande : T. S. F., cinéma, presse illustrée, revues, tracts, etc., la propagande orale, le contact d'homme à homme continue à avoir une importance considérable.

- 2) Le public auquel nous nous adressons en général est composé d'ouvriers, d'employés, de paysans, d'hommes et de femmes auxquels la société présente a refusé le bénéfice de la culture.

III. — Conditions d'une bonne propagande orale :

- 1) Persuader un homme ou une femme de venir à nous, est une véritable victoire.
- 2) Dans ces conditions, il est indispensable, en premier lieu d'avoir le sentiment de la difficulté. Ceux qui s'en rendent compte ont le trac. Le trac indique que l'on prend au sérieux ce que l'on va dire. Celui qui se croit capable d'improviser, montre qu'il prend son rôle à la légère.
- 3) Préparer soigneusement ses exposés doit être la règle de tout orateur.

On doit s'y conformer, par respect pour le public, par respect pour la doctrine qu'on veut répandre, par respect pour notre Parti, qu'on représente. C'est à force de travail qu'on devient un bon propagandiste. Si nous voulons persuader les autres, nous devons leur donner l'impression que nous possédons très

sérieusement notre sujet.

- 4) D'abord connaître la doctrine communiste : le marxisme.

— L'éloquence d'un grand avocat, d'un grand professeur, d'un grand orateur, est faite de toute une vie d'études, d'une multitude de souvenirs accumulés pendant des dizaines d'années. — Sans prétendre vouloir aller si loin, nos militants doivent mûlir leur esprit d'une manière très sérieuse : d'abord apprendre le marxisme.

- 5) Des lectures indispensables s'imposent : "Le Manifeste Communiste" (Marx et Engels). — "Le socialisme utopique et le socialisme scientifique" (Engels). "La Lutte des classes en France" (Marx). — "La maladie infantile du communisme" (Lénine), etc.
- 6) En même temps que la doctrine, apprendre la tactique : lire "Le Léninisme théorique et pratique" (Staline). — Il ne s'agit pas seulement de lire de tels ouvrages, dont la liste n'est pas limitative, mais de les relire souvent.

IV. — Une fois armé, il faut parler

Le contenu du discours : Ce qu'on attend de nous, ce ne sont pas des phrases, de la littérature, des généralités, — mais l'exposé des moyens de sortir de la situation angossante où sont plongées les masses laborieuses.

- 2) C'est pourquoi il faut connaître leurs intérêts immédiats et en parler.

- 3) Ensuite apporter notre solution qu'elles veulent connaître.

Comment aborder l'auditoire :

- 1) Ecrire son intervention. — Il ne s'agit pas de la lire, mais de savoir où l'on va.
- 2) Car il faut voir son auditoire, l'œil dans l'œil.
- 3) C'est effort de préparation aboutit à la clarté, qualité essentielle de l'orateur. On n'apprend jamais si bien que lorsqu'on est obligé d'expliquer aux autres. On s'habitue ainsi à comprendre soi-même à fond ; à classer ses idées, ses arguments (d'abord les arguments moins importants pour terminer par les plus solides, les plus convaincants).

- 4) Il faut aussi prouver. Il ne suffit pas, en effet, d'affirmer et de nier ; il est nécessaire d'argumenter, analyser objectivement, (Suite à la page 8)

5. LIBERTÉ CIVILE ET RELIGIEUSE

— Amendement de l'Acte de la Confédération par une Conférence constitutionnelle représentative afin de permettre l'établissement d'échelles de salaires convenables et de mesures sociales nécessaires à travers le Dominion, tout en garantissant les droits démocratiques des Provinces et Municipalités, et ceux du Canada français en premier lieu.

Remplacement du Sénat par un corps électif. Garantie du droit au contrat collectif et de la liberté d'organisation et de grève ; élargissement des droits électoraux. Liberté de presse ; de parole, de croyance religieuse.

6. SAUVEGARDER LA PAIX

— Une politique étrangère indépendante pour le Canada, lui permettant de collaborer avec les forces qui travaillent pour la paix, et de se dégager des intrigues de l'impérialisme britannique. Nationalisation de l'industrie du nickel et des armements, contre la politique d'armements qui aggrave le danger de guerre.

7. DONNER UNE CHANCE À LA JEUNESSE.

— Pour le passage de l'Acte de la Jeunesse qui prévoit l'emploi et l'entraînement technique pour les jeunes ; salaires minimum pour les jeunes, et système adéquat de bourses ; abolition du travail des enfants !

POUR NOS DROITS — NOS FOYERS — NOTRE PAYS — UNISSONS NOUS !

SOYONS LES DEFENSEURS des DROITS de la FEMME

Par Berthe CARON

Plus que dans aucune autre province du Canada, la femme de Québec a été depuis toujours privée de ses droits politiques, économiques et culturels. Les gouvernements dans notre province ont toujours été si réactionnaires, leur désir de dominer et d'exploiter le peuple travailleur de la pice façon était si grand, qu'ils ont essayé de restreindre le plus possible les droits démocratiques de la population.

La femme qui sous le système capitaliste considérée inférieure s'est vu enlever ses droits les plus légitimes. Nous avons dans Québec, une femme qui n'a pas le droit de vote, toutes les positions responsables lui sont interdites, elle n'a même pas le droit d'administrer ses propres affaires, son mari exerce sur elle des droits de souverain.

Dans l'industrie, tandis que la femme travaille les plus longues heures et qu'elle accomplit le plus dur travail son salaire est en général plus bas par 35% que celui de l'homme. Dans les usines de textile de la province, des jeunes filles travaillent pour le salaire honteux de \$4.00 pour une semaine de 60 heures.

Comme on peut le voir clairement dans la grève du textile, notre gouvernement prend toujours l'intérêt des patrons et des trusts contre les ouvriers. Mais la femme canadienne-française ne se laisse pas intimider et détourner de la lutte aujourd'hui comme autrefois, elle commence à savoir déjouer les méthodes employées pour la laisser et l'éloigner de la lutte économique. Dans la dernière grève des ouvrières de la robe, où 85% des grévistes étaient

des jeunes filles canadiennes-françaises les Syndicats Catholiques, (qui dans cette grève s'étaient rangés du côté des Compagnies contre les ouvrières en signant une pétition favorisant les patrons) envoyèrent des membres du clergé dans les ateliers pour tâcher d'influencer les Canadiennes-Françaises contre les Unions Internationales. Mais les jeunes filles refusèrent de se laisser convaincre et répondirent à ces délégués des serviteurs des patrons qu'elles étaient en grève pour améliorer leurs conditions économiques et que cela n'avait rien à faire avec la question de religion.

Dans la grève du textile, malgré que la politique des Syndicats Catholiques, (qui cette fois était avec les ouvrières) fut d'isoler les femmes de la lutte de grève en leur conseillant de

rester chez-elles, disant que les salles de réunions ne sont pas des lieux convenables, leur défendant d'aller sur les lignes de piquet etc., etc. Malgré tout cela, ils n'ont pas réussi à les garder isolées de la grève, nous les voyons dans les salles de réunions, autour des usines, sur les lignes de piquets allant à chasser les "brigades de grève, donant des conseils aux hommes. Et après plusieurs semaines de luttas, de privation et de fatigues elles furent encore actives et déterminées à lutter jusqu'à la victoire. Plusieurs ont été arrêtées pour leur activité.

Récemment, lorsque Duplessis et sa clique, voulant abolir le secours des sans-travail dans la province de Québec, à commencer par enlever 4,000 veuves, filles-mères et femmes abandonnées de sur les listes de secours comme premier pas vers la réalisation de son plan criminel d'affaiblir, les femmes ont montré un très bel esprit combattif. Chaque jour des délégations se rendirent à l'Hôtel de ville, plusieurs démonstrations eurent lieu sur le Champ de Mars, jusqu'à ce que la majorité eurent été réinstallées sur les listes de secours.

Nos femmes sont prêtes à être organisées et ont besoin d'être guidées dans leurs luttas pour leurs droits économiques et politiques. Nous n'avons pas encore dans Québec un large mouvement, bien organisé, de femmes comme il en existe déjà dans d'autres provinces. C'est parce que notre mouvement a commencé à se développer plus tard et que nous n'avons pas encore suffisamment de cadres féminins. Mais malgré nos faiblesses, un certain montant de travail constructif a été fait dans la dernière période.

Une Campagne fut commencée par la Solidarité Féminine pour obtenir le lait gratuit pour les enfants dans les écoles, plus de 3,000 signatures ont été obtenues dans une seule section. Cette campagne a été accueillie avec joie par la majorité des gens de ce quartier, elle reçut l'approbation de plusieurs professeurs, médecins et gardes-malade, quelques-uns ont offert de parler publiquement en faveur de la campagne. D'ici à l'automne nous voulons en faire une Campagne pour toute la ville, qui pourra servir de base pour un large mouvement de femmes ensemble avec la question de secours et des autres besoins immédiats des femmes et des enfants. Deux conférences pour la Paix ont été tenues dans la ville pendant l'hiver, plusieurs clubs féminins de langues étrangères fonctionnent et font un très actif travail, tel qu'amasser des fonds, organiser des cercles de couture pour venir en aide au peuple espagnol.

Avec les développements actuels qui se produisent dans la province de Québec, la vague de grèves toujours grandissante, l'inquiétude de la population en ce qui concerne les succès de chômage, le mécontentement envers le gouvernement Duplessis, nous offrent de grandes possibilités d'entraîner de la femme vers l'organisation et d'en faire une section intégrale du mouvement de masse sans cesse grandissant de notre province.

Pour l'Entraînement de Forces dirigeantes

(Suite de la page 2)

ants dans les quartiers, leur signature devrait paraître sur les circulaires publiées par les sections. Parfois une photographie des camarades peut également y paraître. Pour devenir des hommes publics connus dans les quartiers et les comités il est extrêmement important qu'ils connaissent à fond le territoire où ils travaillent. Combien de nos organisateurs ont pris la peine de se renseigner sur toutes les organisations qui existent dans leur quartier ? Combien ont lié connaissance avec d'autres personnages en vue dans leur localité ? Il s'agit d'étudier à fond les problèmes spécifiques des gens qui habitent dans le territoire et de bien connaître le personnel dirigeant d'autres partis et organisations.

L'éducation Systématique.

Pour améliorer la qualité de nos Comités de Section, nous devons voir à ce que les meilleurs camarades soient promus à ces Comités; et de ces camarades nous devons exiger une meilleure qualité, un meilleur style de travail. Qu'on en finisse une fois pour toutes avec l'attitude qui veut que l'élection d'un camarade à un Comité de Section le transforme automatiquement en chef, en "grade" dont on n'a plus besoin de s'occuper. Les discours historiques du Camarade Staline lors de la dernière Session Plénière du Comité Central du P. C. de l'U.R.S.S., indique suffisamment l'importance qu'il y a à entraîner non seulement de nouveaux camarades, mais à éduquer de nouveau notre personnel tout entier. Je proposerais que chaque Comi-

té de Section se constitue une fois par semaine en cercle d'étude, sous la direction autant que possible d'un membre du Comité Provincial. Un bon commencement serait d'étudier collectivement le discours du camarade Staline que je viens de mentionner.

Conclusion.

Nous devons continuer nos efforts en vue de faire de nos gens dirigeants des chefs populaires connus et respectés. Nous y arriverons à mesure que nos camarades prennent la direction des luttas locales pour les besoins les plus élémentaires de la masse.

En même temps nous devons combattre toute tentative qui cherche à cacher le Parti et son travail. Le Parti Communiste se fera reconnaître dans le mouvement ou-

vrier à condition seulement que tous les communistes travaillent de façon à relever le prestige de leur Parti.

Dans le domaine du recrutement nous attirons l'attention du Parti sur le travail dans les usines, les manufactures et les transports. Les camarades qui travaillent dans les unions sont tenus responsables du recrutement au Parti des membres de l'union.

A NOUS D'AUGMENTER LES EFFECTIFS DE NOTRE PARTI POUR QU'IL SOIT A LA HAUTEUR DES LOURDES RESPONSABILITES QUE L'HISTOIRE DE NOS JOURS POSE SUR LES EPAULES DES COMMUNISTES CANADIENS.

APPEL de TIM BUCK à la Veille de la Convention

(Suite de la première page)

"Les masses, au contraire, voient les choses, les gens et les événements d'un autre côté: d'en bas, pourrais-je dire. Leur champ de vision par conséquent est limité aussi, jusqu'à un certain degré. Pour trouver la solution juste au problème, ces deux expériences doivent être réunies ensemble. Seulement dans ce cas-là aurons-nous une direction juste".

La 8e Convention nationale trouvera notre Parti plus fort que jamais dans le passé. Avec l'aide active de nos membres, nos déléguations nous prépareront à de plus grandes victoires que toutes celles que nous ayons remportées auparavant.

Allons-y, Camarades !

Fraternellement:

TIM BUCK.

NOTRE POLITIQUE DE CADRES

(Suite de page 2)

cadres existants et de puiser à l'immense réservoir du mouvement de masse, les éléments actifs les meilleurs, constamment renouvelés.

Quel critère essentiel doit nous insérer dans le choix des cadres ?

Premièrement: le dévouement le plus profond à la cause de la classe ouvrière, la fidélité au Parti vérifiée dans les combats, dans les prisons, devant les tribunaux, face à face avec l'ennemi de classe.

Deuxièmement: la liaison la plus étroite avec les masses: vivre dans l'intérêt des masses, sentir battre le pouls de la vie des masses, leur état d'esprit et leurs aspirations. L'autorité des dirigeants de nos organisations de Parti doit être avant tout fondée sur le fait que la masse voit en eux ses chefs, qu'elle se convainc par sa propre expérience de leurs aptitudes de chef, de leur résolution et de leur esprit d'abnégation dans la lutte.

Troisièmement: la capacité de s'orienter par soi-même dans toutes les situations et de ne pas craindre de prendre la responsabilité de ses décisions. Qui craint de prendre des responsabilités n'est pas un chef. Qui ne sait faire preuve d'initiative, qui ne sait que raisonner ainsi: "Je ne ferai que ce qu'on me dira" n'est pas un bolchévique. Celui-là seul est un véritable chef bolchévique, qui ne perd pas la tête dans les moments de la défaite, qui ne devient pas présomptueux au moment du succès, qui fait preuve d'une fermeté inébranlable dans l'application des décisions. Les cadres se développent et grandissent le mieux lorsqu'ils sont placés devant la nécessité de résoudre par eux-mêmes les tâches concrètes de la lutte, et qu'ils en sentent peser sur eux la responsabilité.

Quatrièmement: l'esprit de discipline et la trempe bolchévique aussi bien dans la lutte contre l'ennemi de classe que dans l'intransigeance à l'égard de toutes les déviations de la ligne du bolchévisme.

Camarades, nous devons souligner la nécessité de ces conditions d'un choix judicieux des cadres, avec d'autant plus de force que, dans la pratique, on donne très souvent la préférence à un camarade qui, par exemple, sait écrire de façon littéraire, parle bien, mais n'est pas un homme d'action et ne convient pas pour la lutte, sur un autre camarade qui, peut-être, ne sait pas aussi bien écrire et parler, mais qui a une camarade ferme, ayant de l'initiative, lié aux masses, capable de marcher au combat et de conduire les autres à la lutte. (Applaudissements.) Sont-ils peu nombreux les exemples où un secrétaire, un doctrinaire, un raisonneur évincé un dirigeant de masse dévoué, un vrai chef ouvrier ?

Nos cadres dirigeants doivent avoir la connaissance de ce qu'ils ont à faire à la ferme bolchévique, au caractère révolutionnaire ainsi qu'à la volonté nécessaire pour convertir tout cela en actes.

La Grève du Textile

Par P. RICHER

Jamais notre province n'a été témoin d'une grève aussi grande et aussi militante que la récente grève du textile qui dura plus d'un mois. Pour notre Parti, cette grève est très significative, c'est l'expression de la croissance de la lutte économique des masses ouvrières de la province de Québec.

La dizaine de mille d'ouvriers du textile, en lutte contre le trust de Gortle, nous démontre la profondeur du sentiment d'organisation et de lutte contre les trusts qui s'est développé chez-nous dernièrement.

Cette grève est ses répercussions à travers la province, influençant la majorité des ouvriers et de larges sections de la classe-moyenne. La grève devint l'expression de dégoût des ouvriers envers les trusts. A Québec, Sherbrooke et Montréal, des milliers de dollars furent recoullés, dans les églises et parmi la population en général, pour venir en aide aux grévistes. Par toute la province, la Grève du Textile devint la question primordiale.

Les Syndicats et la grève.

Les grèves militantes du C. I. O., aux États-Unis et les grèves victorieuses des Unions Internationales au Canada, ont indiqué aux ouvriers du textile le chemin à prendre pour améliorer leurs conditions de travail. Ce fut le Syndicat Catholique qui organisa leur ouvrier du textile, dû à la passivité du Conseil des Métiers et du Travail, et sous la pression militante des ouvriers, déclencha la grève pour obtenir un contrat collectif, et pour 48 heures de travail au lieu de 55.

Duplessis, dans cette grève, démontra une fois de plus, et plus fortement, la politique de son gouvernement envers les ouvriers de notre province. La Loi du Salaire Raisonnable, mettait en jeu l'existence des unions ouvrières dans les industries. Cette loi rejette toute union dans l'industrie, c'est un complot de dix, (cinq patrons et 5 employés) qui décide de l'échelle de salaires qui doit être introduite dans tel la branche d'industrie, visant ainsi la destruction des unions et protégeant les patrons contre l'organisation des ouvriers qui veulent obtenir de meilleures conditions.

La grève en elle-même devint une grève de principe, c'est-à-dire une grève pour les droits démocratiques, pour mettre en échec les lois réactionnaires (loi du salaire raisonnable) de Duplessis. Dans cette grève le Syndicat Catholique fut placé sur le même pied que les Unions Internationales, car la grève devint une nécessité pour défendre leur droit d'un ouvrier.

Notre attitude.

L'attitude de notre Parti dans cette grève fut claire et précise. Tout en démontrant les faiblesses qui existaient dans la grève, telles que, le manque de secours, manque d'organisation etc., notre Parti reclama un front commun entre les Syndicats Catholiques et les Unions Internationales, afin de gagner la grève et faire échouer les tentatives de Duplessis d'appliquer la loi du Salaire Raisonnable dans l'industrie du Coton. Cette estimation fut justifiée par la rencontre des dirigeants des Syndicats Catholiques avec ceux des Unions Internationales du Textile à Otta-

wa. Le Conseil des Métiers et du Travail, en passant une résolution favorisant la grève du textile et lui accordant son support, fit le premier pas, c'est-à-dire qu'il offrit sa co-opération aux Syndicats Catholiques dans la lutte contre l'ennemi du travail et de l'organisation; le gouvernement Duplessis.

Dans un mois, la grève des Ouvriers du Coton est terminée, et nous constatons que les rangs des ouvriers sont aussi forts que jamais. Une plus grande victoire est possible dans un avenir rapproché et ceci malgré les grandes faiblesses organisationnelles des Syndicats Catholiques.

Le Congrès des Syndicats Catholiques qui vient de se terminer à Jonquière Québec, démontre que les effets de cette union ont augmenté durant cette dernière année. Ils déclarent compter maintenant 50,000 membres dans 17 syndicats. Des plus intéressants, est le fait que 27 nouveaux syndicats s'affilièrent dans les douze derniers mois.

A PROPOS DE LITTÉRATURE

Par Roméo Duval.

Un des plus grands problèmes qui nous confrontent actuellement dans la province de Québec, est l'éducation et la diffusion de notre littérature. Mais nous pouvons certainement dire que l'éducation de nos membres a réellement été améliorée par l'école provinciale qui vient de se terminer et qui fut la meilleure que nous ayons eu jusqu'à dans la province. La méthode employée par le camarade Samuel, et son plan pour l'éducation qui doit se continuer dans les sections aide sûrement le développement politique des camarades.

Il est dommage que nous ne pouvons dire la même chose en ce qui concerne notre trésor de littérature qui a été négligé comme une chose sans importance. A part la section 5, (qui vend à elle seule 65% de toute la littérature qui se vend dans le district) les sections ne vendent presque pas de littérature. Pourquoi une section peut-elle vendre autant de littérature tandis que les autres sections ne font presque rien sur ce point ? C'est parce que dans cette section l'organisateur a compris l'importance de rendre tous les membres conscients du fait que pour grossir notre Parti, il faut que chaque membre ait toujours de la littérature sur lui et ne manque jamais une occasion de l'offrir, de la faire lire. Ainsi un camarade fut mis en charge de la littérature de la section, et chaque groupe aussi a son agent de littérature.

La question de la littérature doit être régulièrement sur l'agenda du Comité de section et le camarade en charge doit faire son rapport tous les mois, ainsi il est plus facile de surmonter les faiblesses et de remédier à la négligence.

La diffusion consciente de notre littérature dans la section 5 a contribué beaucoup à rendre cette section la meilleure des sections canadiennes-françaises, nous devons dire que les autres

Depuis quelques mois, les Syndicats Catholiques ont changé leur ligne de conduite. Le danger de disparaître, le mécontentement de leurs membres et la pression des ouvriers pour faire la grève, l'attaque de Duplessis contre les unions ouvrières, tout cela a mené une nouvelle situation, qui bientôt, mit les dirigeants du Syndicat dans la position de défendre tant bien que mal les intérêts des ouvriers et luttas pour le contrat collectif. Dans différentes villes, les grèves militantes furent organisées, tel qu'à Sorel, où la grève dura depuis six semaines. Dans une Compagnie d'aluminium, un contrat collectif fut passé donnant 0.5 de l'heure d'augmentation aux ouvriers. Il est très clair que si les ouvriers étaient organisés dans les Unions Internationales, il existerait une meilleure garantie et de meilleures conditions. Il faut tout de même remarquer que les Syndicats Catholiques se sont engagés dans une nouvelle voie, plaçant des revendications et obtenant d'importantes victoires partielles pour les ouvriers.

Pour l'Unité Ouvrière.

L'attaque de Duplessis a mis les Syndicats Catholiques dans la position de défendre les droits démocratiques des ouvriers. La politique de Duplessis, par son attaque sur tous ces côtés, stimule de plus en plus chez les ouvriers le sentiment de l'unité. Déjà parmi des milliers d'ouvriers l'opinion est exprimée que si une seule union existait ce serait mieux pour tous. La nécessité du front commun entre les Unions Internationales et les Syndicats Catholiques est devenue une question du jour pour les ouvriers des deux unions. Les activités futures de la part des Syndicats Catholiques seront déterminées par les efforts des ouvriers progressifs des deux unions pour développer le sentiment de l'action commune, pour relever le niveau de vie de nos ouvriers canadiens-français et de combattre la réaction Duplessiste dans notre province. La nécessité de former des groupes communistes dans les usines et les unions devient de plus en plus pressante, si nous voulons adre ces unions à rendre le chemin du progrès, qui se trouve seulement dans l'unité de toutes les forces ouvrières.

sections n'ont pas suffisamment attaché d'importance à cette question.

Depuis leur école, un camarade de Québec à vendre pour \$20.00 c'est à dire dans un mois, et promet de dépasser Montréal sur la vente de la littérature.

Si nous divisons le montant total de notre vente pour un mois entre tous nos membres, cela nous donne une vente de moins de 0.3 par mois pour chaque membre. C'est réellement une honte et chaque membre doit se faire un devoir de vendre au moins pour 0.25 par mois. Ceci peut certainement se faire sans trop d'effort de la part de nos camarades.

Il est important que les pamphlets sur lesquels on a débattu, (sur le Corporatisme et sur la Rébellion de '37), soient publiés sans délai — Préparons en attendant notre appareil d'agents de littérature dans les groupes et les sections !

Notre Lutte contre Duplessis

(Suite de la première page)

Quelle est la signification particulière du régime Duplessis ?

Nous pouvons définir cette signification de la façon suivante: le régime Duplessis représente la première tentative victorieuse, — depuis la défaite de Benett en 1935 — faite par le Parti conservateur en vue d'amener au pouvoir une concentration des forces réactionnaires, camouflée sous le masque d'un gouvernement "national": tentative qui a réussi grâce à une propagande "anti-trustarde" aussi hypocrite que possible, menée par des Tories soumis à la haute finance...

On n'a qu'à se rappeler le fait que les forces conservatrices préparent d'un bout à l'autre du pays l'avènement d'un régime "national" pour mettre en oeuvre d'une façon plus efficace la politique anti-ouvrière et anti-démocratique des millionnaires — pour saisir toute la portée de leur victoire dans Québec. Ce qu'on n'est pas encore arrivé à faire en Colombie britannique avec des "Ligues des Citoyens", ou en Alberta avec le "People's League", on a pu le faire dans Québec; et Québec devient ainsi un levier entre les mains de la Réaction, pour renforcer ses positions dans le reste du pays.

Un An du Régime

Un an du régime Duplessis a amplement suffi pour nous montrer ce que représente, en attaques contre la démocratie et la classe laborieuse, un gouvernement "national". On n'a qu'à s'imaginer l'extension à l'ensemble du Dominion tout entier d'un tel régime de lois du Cadenas, d'attaques sur les unions, sur les ouvriers en grève — pour avoir un tableau de ce que serait un gouvernement d'"Union nationale" à Ottawa et dans les autres provinces. Ce serait tout simplement désastreux; ce serait le triomphe des trusts sur le peuple.

Et pourtant, c'est là précisément ce que veut MM. Bennett, Herridge, et consorts. C'est ce que sir Edward Beatty a revendiqué lors de sa plus récente déclaration publique. Dans Québec, Duplessis fait de son mieux pour y préparer le terrain. Son organe, le "Devoir", a publié une série d'articles sur le projet d'un "Parti national fédéral", qui aurait pour but d'étendre "l'Union nationale" en dehors des limites de la province. Peut-on dire qu'il s'agit d'un accident, lorsque le signataire de ces articles, M. Pierre Vigant, est l'ancien secrétaire du ministre conservateur Durlanck ? En plus, tout en préparant le terrain à une concentration nationale au fédéral, le régime Tory de Duplessis exerce une pression constante sur Ottawa, afin de pousser l'administration libérale dans la voie de la réaction. Exemples : l'insistance pour que soit adoptée la loi contre l'enrôlement de volontaires pour l'Espagne démocratique; les demandes répétées d'une législation anti-ouvrière, du rétablissement de l'Article 98, de mesures d'expulsion d'organiseurs ouvriers, etc...

Depuis son arrivée au pouvoir, Duplessis a systématiquement trahi ses amis, ses alliés politiques, et ses électeurs : tous — sauf les trusts, ses maîtres. Il travaille avec acharnement à l'édification d'un monopole malaisant de la clique des Tories, tout en essayant de détruire les libertés démocratiques qui seules peuvent garantir l'existence d'une opposition populaire.

L'Ennemi principal

S'étant comparé du mouvement d'opposition anti-trustarde qui avait été l'Action libérale nationale, Duplessis a trahi Paul Gouin, il a roulé Hamel, il s'est lancé à l'attaque contre le peuple qui lui a hissé au pouvoir. Le résultat est que des sections toujours plus larges des classes laborieuses et professionnelles, et surtout de la jeunesse, se détournent de ce régime et cherchent une fois de plus une solution à leurs problèmes. Nous assistons par conséquent à un renouveau d'activité politique : l'été dernier on a vu des ralliements des Libéraux, des adhérents de Gouin, du Parti national d'Hamel — autant d'expressions de l'effervescence populaire.

Dans cette situation, où la confusion et la complexité sont des traits dominants, et où chaque velléité d'action progressive risque de subir l'influence de ceux qui ont intérêt à semer la confusion — il est de la plus haute importance que nous sachions clairement de quel côté se trouve l'ennemi principal. Disons-le tout de suite, et sans ambages : l'ennemi principal, contre lequel notre feu doit se concentrer, est celui qui met en oeuvre la politique trustarde d'affaiblissement et de répression — le Tory, Duplessis. C'est lui qui est l'agent des cercles dirigeants de la haute finance, l'instrument le plus abject de la Réaction.

FORMATION D'ORATEURS

(Suite de la page 5)

correctement, les objections et les opinions contraires, et montrer par des faits, des exemples concrets, qu'elles sont fausses.

VI. — CONCLUSION

Après avoir étudié, les militants devront se répandre partout, dans les maisons, sur les chemins, à la campagne, confiants en eux-mêmes, confiants dans leurs arguments.

Nous sommes les seuls à avoir des arguments, une espérance à donner au monde. Nous avons pour nous la loi, la logique, la raison, le coeur et le sentiment.

Au travail et à la propagande sans retard, car les événements nous pressent.

C'est lui qui par ses mesures anti-sociales cherche à étouffer la liberté d'organisation ouvrière et à amener un régime de "corporatisme" dans l'intérêt des trusts.

Quelques-uns se demanderont sans doute : mais que dire d'Hamel et Gouin et des Séparatistes — ne sont-ils pas là les colporteurs du Fascisme ?

Tout d'abord, les groupements d'Hamel et de Gouin ne sont pas liés avec les cercles dominants du capital financier, comme l'est Duplessis. Par conséquent, ils ne peuvent être — en ce moment — l'instrument choisi de la rue Saint-Jacques.

Deuxièmement, il s'agit de mouvements venus au monde par la force du sentiment d'opposition vis-à-vis les trusts, de mouvements basés sur un sentiment populaire à tendance progressive que la masse. Et c'est avec cette masse que nous devons marcher, trouvant avec elle un terrain d'entente et d'action commune contre les trusts.

Troisièmement, le nationalisme petit-bourgeois qui domine ces groupements peut devenir un instrument de division des rangs populaires, par conséquent l'action du peuple canadien, contre les trusts; mais il ne faut pas oublier que les racines du sentiment national canadien-français se trouvent dans la misère intense à laquelle notre peuple a été voué par le capitalisme. Faut-il inévitablement que ce sentiment profite aux trustards qui veulent diviser le peuple ? et n'est-il pas possible que ce sentiment national vienne jouer un rôle progressif dans la lutte contre les trusts ? (Rappelons le fait qu'en 1887, et en 1917, ce sentiment a été une arme contre l'ultra-droite d'abord, contre la conscription ensuite). Mais, pour que cela se produise, il faut que ces mouvements se rapprochent des forces ouvrières au lieu de pencher vers le Corporatisme anti-ouvrier. Nous pouvons le dire sans hésitation :

Dans la mesure où ces mouvements, qui groupent des jeunes, et certaines couches populaires, agissent contre les trusts, ils jouent un rôle progressif, et aident au relèvement du peuple de notre province. Mais dans la mesure où ils se laissent embaïler par le Corporatisme, ils font le jeu de DUPLESSIS, RENFORCENT LA POSITION DE DUPLESSIS, ET TRAHISSENT LE MOUVEMENT POPULAIRE.

Donc, trouvons avec la masse qui suit Hamel-Gouin le terrain commun qui est celui d'un désir commun d'agir en faveur de meilleurs salaires, d'une vie convenable pour la masse. Reconnaissons le fait, que la masse oppositionniste, qui peut être égarée par le poison corporatiste mais qui néanmoins veut la lutte contre les trusts, n'est pas l'ennemi principal. Ne pas prendre vis-à-vis cette masse et les groupements Hamel-Gouin, une attitude positive, équivalait à ceci, qu'on ferait le jeu de Duplessis nous-mêmes. Ne pas chercher une base commune de lutte avec la masse oppositionniste, se sera en réalité posé un obstacle dans le chemin de l'unité populaire, sera donner de l'aide à ceux qui cherchent à réduire l'opposition avec la politique trustarde du Corporatisme.

En même temps, une attitude positive envers les éléments libéraux honnê-

Le Parti à l'Oeuvre

(Suite de la première page)

sensible. Notre dernière école provinciale a été une des meilleures jusqu'ici, et une trentaine de camarades en sont sortis avec une compréhension beaucoup plus claire des problèmes qu'envisage notre Parti.

En plus des écoles provinciales, nous aurons des écoles de quartier, des écoles spécialement pour développer des secrétaires qui pourront administrer effectivement leur groupe et donner chaque semaine au moins une demi-heure d'éducation sur les problèmes politiques les plus urgents devant notre Parti.

Je n'ai traité ici que de quelques unes des questions les plus importantes que nous devons discuter en préparation de notre Convention. — Il est de première importance que ces questions soient discutées et étudiées dans chaque groupe et dans chaque section, sans oublier notre travail parmi les femmes et la jeunesse et notre travail de fraction dans les unions, tâches qui demandent une attention toute spéciale.

Que la critique et l'auto-critique soient les traits caractéristiques du notre discussion !

se acquiert une très grande importance. Nous devons trouver moyen de collaborer avec eux en mettant en échec les mesures anti-démocratiques de Duplessis.

Quant aux masses ouvrières catholiques qui ont montré leur profond désir de lutte lors des récentes grèves, il est plus qu'évident que nous marchons avec eux, pour le triomphe de leurs revendications. En même temps, nous travaillons à cimenter l'unité entre les syndicats catholiques et les unions internationales, unies en action pour de meilleurs salaires.

(Voir les articles, dans ce journal, de F. Rose et P. Ilcher).

La question décisive est celle de l'organisation des travailleurs québécois dans des unions ouvrières capable de les défendre dans la lutte. L'impulsion donnée à la campagne d'organisation des unions internationales par le développement du C. I. O., est à maintenir et à intensifier.

L'action syndicale, l'action en faveur du mouvement grandissant des sans-travail, l'action en faveur de la jeunesse — voilà le chemin qui conduira à l'unité des forces populaires canadiens-français et catholiques avec le reste du peuple canadien écrasé par les trusts. Et avec l'union des groupements ouvriers, le déploiement d'un vaste Front du Progrès dans Québec, de tous ceux qui veulent combattre Duplessis et les trusts, de tous ceux qui veulent le relèvement économique, politique et culturel de notre peuple — pourra devenir une réalité !